



PRÉFET DE L'YONNE

DIRECTION DES COLLECTIVITÉS ET
DES POLITIQUES PUBLIQUES

SERVICE ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT

ARRETE n° PREF-DCPP-2011-0335
du 16 septembre 2011
mettant en demeure la société CAPSERVAL de respecter,
certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié
dans ses installations situées rue des docks à SENS

Le Préfet de l'Yonne,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

VU le Code de l'environnement, Livre V « prévention des pollutions, des risques et des nuisances » et notamment son article L. 514-1 ;

VU l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié, relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté préfectoral n°DCLD-B1-1998-308 du 09 novembre 1998 autorisant M. le Directeur de la CAPS à exploiter une unité de collecte de céréales, un dépôt d'engrais vrac et un dépôt d'engrais liquide sur le territoire de la commune de SENS ;

VU le récépissé de mutation en date du 12 avril 2006 délivré à la société CAPSERVAL suite au changement d'exploitant du site ;

VU l'arrêté préfectoral complémentaire n°PREF-DCLD-2002-0756 du 03 octobre 2002 ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant ne dispose pas d'étude de dangers établie conformément à l'article 4 de l'arrêté du 10 mai 2000 ;

CONSIDÉRANT que cette étude devait être remise au préfet, au plus tard le 8 octobre 2010 ;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1^{er}

En application de l'article L. 514-1 1^{er} alinéa du Code de l'environnement, Monsieur le Directeur de la société CAPSERVAL dont le siège social est situé 3 route de Passy à VERON est mis en demeure sous trois mois, à compter de la notification du présent arrêté de respecter l'article 4 de l'arrêté du 10 mai 2000 modifié, en fournissant au préfet une étude de dangers conforme à l'arrêté susmentionné, pour l'ensemble de ses installations situées rue des docks à SENS (silo+engrais).

Article 2 - Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L. 514-1 du Code de l'Environnement.

Article 3 – Délais et voies de recours

Le destinataire du présent arrêté peut saisir le tribunal administratif sis 22 rue d'Assas à Dijon d'un recours contentieux dans le délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté.

A l'intérieur de ce délai, il peut également saisir le Préfet d'un recours gracieux, ou le Ministre en charge de l'environnement d'un recours hiérarchique qui n'interrompt en aucune façon le délai de recours contentieux (l'absence de réponse de l'administration au terme d'un délai de deux mois vaut décision implicite de rejet)

Article 4 – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le Directeur de la société CAPSERVAL et dont copie sera adressée au responsable de l'unité territoriale Nièvre-Yonne de la DREAL, et à M. le Maire de SENS, Mme le Procureur près le Tribunal de grande instance de SENS.

Fait à Auxerre, le 16 SEP. 2011

Pour le Préfet,
Le Sous Préfet
Secrétaire général



Patrick BOUCHARDON